



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Argentine

Question au Gouvernement n° 200

Texte de la question

SITUATION EN ARGENTINE

M. le président. La parole est à M. Henri Nayrou, pour le groupe socialiste.

M. Henri Nayrou. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères, mais il est retenu par une autre manifestation, à Malaga.

M. le président. Il ne s'agit pas d'une manifestation, mais d'une réunion ! *(Sourires.)*

M. Henri Nayrou. Ma question est donc destinée à tous les membres du Gouvernement, sauf à M. Loos. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)* Le Gouvernement se doit de respecter la représentation nationale et mon groupe, monsieur le président, demande donc à M. Loos de retirer ses propos, indignes d'un membre du Gouvernement ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)* Le titre de député s'acquiert devant les électeurs et non devant lui ! *(Exclamations sur les mêmes bancs.)*

M. Yves Nicolin. Baratin ! Voleur de poules !

M. Henri Nayrou. Je reviens donc à ma question dont la gravité n'échappera à personne, pas même aux députés de la majorité.

M. Roberto Lavagna, ministre de l'économie de l'Argentine, est actuellement en mission pour chercher un soutien auprès de la France, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne. Son pays doit, en effet, conclure au plus tôt avec le Fonds monétaire international l'accord qui, seul, peut lui permettre de relancer son activité et de porter secours à une population traumatisée par une crise économique brutale : croissance, moins 12 % ; chômage, plus 21 %, sans compter les 20 % d'Argentins qui se contentent d'expédients. Ce sont 53 % de la population qui vivent sous le seuil de pauvreté. La dénutrition frappe, bien sûr, les plus faibles : quatre enfants sont morts de faim il y a quelques jours à Tucuman et 260 000 autres seraient menacés, selon les chiffres officiels. Voilà le bilan désastreux d'un modèle qui a érigé la privatisation en système - constat qui renvoie à la question de M. Bataille *(Exclamations sur les mêmes bancs)* - et qui, c'est M. Lavagna qui le dit, a engendré la faim et la pauvreté pour conduire à l'écroulement financier du pays.

Peut-on, dans de telles conditions, laisser l'Argentine s'embourber et rejoindre le club des pays parias de la société économique internationale ?

Est-il admissible d'accepter sans réagir que le FMI subordonne son aide à une augmentation de 20 à 30 % des tarifs de services essentiels, comme l'eau, le téléphone ou l'électricité ? Est-il concevable de laisser des « machins » et des « trucs » jouer au gendarme du monde et exercer un droit de vie et de mort ?

M. Georges Tron. Vous n'y connaissez rien !

M. Henri Nayrou. Mesdames et messieurs du Gouvernement, ne nous dites pas ce que, en termes convenus, M. de Villepin a dû dire à M. Lavagna hier soir mais plutôt ce que vous allez faire ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Monsieur le député, la situation de l'Argentine est particulièrement dramatique. Vous avez oublié dans votre tableau les enfants qui meurent de faim. (« *Mais non !* » sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

Il faut savoir que chaque minute, près de cinquante personnes passent sous le seuil de pauvreté.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Henri Nayrou l'a dit !

M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Je me suis rendu au mois d'août en Argentine. M. Lavagna est aujourd'hui dans notre pays. Il a été reçu hier par M. Francis Mer, ce matin par le secrétaire général du Quai d'Orsay. Nous faisons confiance à l'économie argentine pour s'en sortir.

Nous avons besoin de soutiens internationaux, notamment celui des Européens, pour faire en sorte que le FMI tienne compte des avancées de Buenos Aires et respecte les autorités argentines pour développer leur pays.

Nous-mêmes avons là-bas des intérêts économiques majeurs puisque nous traitons l'eau de Buenos Aires, exploitons le téléphone sur la moitié du territoire et assurons 60 % de l'ensemble de la distribution, nos intérêts sont donc liés. En outre, il faut veiller au redressement de l'Argentine en raison du risque d'extension de la crise, par un effet de domino, à l'ensemble du continent : Uruguay, Paraguay, Brésil, Colombie, voire Equateur. La France est très attentive aux dispositions prises pour soutenir ce pays. J'ai eu l'occasion de dire à M. Duhalde, quand je l'ai rencontré au mois d'août, que la gestion des lignes budgétaires était une chose et que la compréhension des souffrances des peuples en était une autre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Jean-Pierre Brard et M. Jack Lang. Très bien.

Données clés

Auteur : [M. Henri Nayrou](#)

Circonscription : Ariège (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 200

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères(SE)

Ministère attributaire : affaires étrangères(SE)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 novembre 2002